

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18159 - 71ÈME ANNÉE

Plus de 11.000 candidats au bac cette année, manifestation de jeunes pour l'emploi à Saint-Louis

Les jeunes au coeur de la crise

Judi à Saint-Louis, des jeunes ont manifesté pour avoir un emploi. Hier, le rectorat a annoncé que plus de 11.000 jeunes sont candidats au bac cette année. Dans les années qui viennent, tous seront à la recherche d'un travail. Mais aujourd'hui, le système est bloqué. Les richesses de la jeunesse sont gaspillées. La majorité des jeunes est au chômage.



L'an passé, des milliers de jeunes étaient venus à un carrefour pour l'emploi à Saint-Paul. C'était 4 mois après les résultats des examens.

Judi, des jeunes ont manifesté à Saint-Louis pour revendiquer un emploi. Ce mouvement montre une nouvelle fois l'impasse dans laquelle se situe la jeunesse. À quelques jours de la visite de Manuel Valls, Premier ministre, les jeunes sont au coeur de la crise. Le baccalauréat est plus qu'un examen, c'est devenu un événement. Le Rectorat a organisé hier une conférence de presse pour présen-

ter l'édition 2015. 11.340 candidats sont inscrits cette année. Ils se répartissent selon les séries suivantes :

- 3.619 candidats au bac professionnel, soit un tiers ;
- 2.897 candidats au bac technologique, soit un quart ;
- 4.824 candidats au bac général, soit plus de 42 %.

Deux nouvelles dispositions entrent

en vigueur cette année. Elles pourront contribuer à améliorer le taux de réussite dans les prochaines sessions. Les notes égales ou supérieures à 10 pourront être conservées pendant 5 ans, et le redoublement dans le même établissement devient un droit.

10.000 bacheliers par an

L'an passé, le taux de réussite à l'examen était de 85 %. C'était presque celui de la France, où il était de 88 %. Il était de 82 % dans le bac professionnel, de 90,6 % pour le bac technologique et de 90,9 % pour le bac général. Sur la base de la tendance observée depuis plusieurs années, ce sont au moins 10.000 jeunes qui obtiendront le bac cette année. Ce sont donc 10.000 jeunes qui vont revendiquer au cours de ces prochaines années le droit à un travail.

Ils vont s'ajouter aux lauréats des années précédentes. L'économie n'arrive pas à fournir un travail à ces jeunes diplômés. C'est pourquoi le gouvernement a choisi d'ouvrir à ces jeunes la possibilité de solliciter un emploi d'avenir. C'est une des mesures phares de la politique publique du traitement social du chô-

mage.

L'an dernier, 3.650 emplois d'avenir ont été signés, dont 2.831 dans le secteur public qui bénéficient d'une aide de l'État égale à 90 % du SMIC net pendant 3 ans.

Comparer ces nombres à celui des candidats au bac relativise immédiatement les mesures du gouverne-

La majorité des jeunes au chômage

Les bacheliers ne sont pas les seuls à revendiquer un travail une fois leurs études terminées. Nombreux sont les jeunes à quitter l'école avec un diplôme de niveau 5 (CAP-BEP). D'autres sortent du système sco-

laire sans diplôme. Le taux de chômage chez ces derniers atteint 70 %. Mais le diplôme ne protège pas du chômage. 60 % des jeunes de moins de 25 ans ayant quitté l'école sont à la recherche d'un emploi.

La publication des chiffres du bac 2015 rappelle le défi considérable qui attend tous les responsables politiques. Comment arrêter de gaspiller les richesses de la jeunesse ? C'est en effet l'élément le plus dynamique de la société qui est majoritairement exclu du monde du travail. Cela suppose une remise à plat de tout ce qui s'est fait jusqu'à présent.

Quelles sont les propositions des candidats aux régionales sur ce sujet ?

M.M.

Changement d'ordre du jour pour le Premier ministre

L'agriculture n'est plus au programme de Manuel Valls

À un mois de la coupe, alors que la survie de la filière canne-sucre dépend de l'implication des pouvoirs publics, la séquence sur l'agriculture prévue dans le programme de la visite du Premier ministre a été supprimée.

Le contexte de la visite du Premier est explosif pour ce qui concerne l'agriculture. À moins d'un mois du début de la coupe, le prix de la canne n'est pas encore fixé. Tout dépend d'une aide supplémentaire de 38 millions d'euros. Versée par l'État, elle doit être autorisée par la Commission européenne. Cette subvention a pour but de compenser le manque de compétitivité du sucre réunionnais à partir de 2017. Selon un rapport parlementaire publié en juin dernier, une tonne de sucre réunionnais coûtera en 2017 240 euros de plus qu'une tonne de sucre de betterave. Se pose alors la question des débouchés. En effet, cette date marquera la fin du quota sucrier. L'Europe n'achètera plus les éventuels invendus à un prix garanti au-dessus du cours mondial. Le sucre réunionnais sera donc face à la concurrence internationale. Dans ce rapport parlementaire, le président de Tereos Océan Indien, propriétaire des deux usines sucrières, a précisé que si l'industriel n'avait pas la certitude de vendre le sucre produit, alors il n'achèterait plus de

cannes aux planteurs.

Que fait la France ?

Deux mois après la présentation du rapport, François Hollande était à La Réunion. Son voyage consacrait toute une matinée à la filière canne. Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, faisait partie de la délégation. Le 21 août, le président de la République a visité l'usine de Bois-Rouge. Puis il a prononcé un discours annonçant le soutien de la France à la revendication des 38 millions d'euros supplémentaires, à condition que l'Union européenne donne son accord.

En janvier, la ministre des Outre-mer était en visite à La Réunion. George Pau-Langevin a passé une matinée dans une exploitation agricole. Elle a également réaffirmé le soutien de l'État à la filière canne.

Mais le mois dernier, Corina Cretu, Commissaire européenne, confirmait que la France n'avait pas encore fait de demande de subvention supplémentaire, tout en précisant

que la revendication sera examinée avec bienveillance. Ceci explique pourquoi l'Europe ne donnera aucune réponse avant la fin de la campagne sucrière.

Séquence supprimée

Le prix de la canne est fixé pour plusieurs années par une Convention canne. La précédente est arrivée à échéance l'an dernier. La nouvelle n'est toujours pas signée à cause de l'incertitude sur l'aide versée à partir de 2017. L'industriel ne veut pas s'engager sur un prix au-delà de 2017, alors que les planteurs veulent un prix fixe sur 6 ans.

C'est dans ce contexte qu'arrive Manuel Valls. L'intervention du Premier ministre était attendue. Jeudi après-midi, il devait visiter une exploitation agricole. Mais cette séquence prévue initialement a été supprimée dans le nouveau programme de la visite du Premier ministre.

Edito

Sauvons notre patrimoine géologique

Qui se rappelle des imbéciles-heureux-élus qui ont supprimé le train? Pour relier Saint-Denis et la Possession, un tunnel a été creusé pour franchir le cap de la Montagne. Après la mort du train, ces élus n'ont pas trouvé mieux que construire une route en bas de la falaise.

Aux archives, vous pouvez retrouver toutes les photos de l'époque où une route à 2 voies était présentée comme la plus belle invention réunionnaise par ses promoteurs. A peine les flons-flons terminés, la falaise commença à chuter sur les voitures qui devenaient des tombeaux ambulants. Pris au piège tendu par ces élus inconséquents, les victimes ou leur proches n'eurent droit à aucune compensation. Les tribunaux ont toujours déclaré que les automobilistes qui empruntent cette route savent à quoi s'en tenir car à l'entrée de Saint Denis et la Possession, un panneau vous informe de la possibilité de chute de pierres ! C'est votre faute si vous êtes là. Les pouvoirs publics n'y sont pour rien.

Pourtant, décision fut prise de réaliser une nouvelle route pour relier les 2 points, Saint Denis-La Possession. Sur 4 voies ! On mobilisa les meilleurs spécimens du "marché" des sommités du BTP. Cela nous donna la route actuelle, décalée de la falaise. A nouveau, le peuple réunionnais fut gratifié d'une inauguration en grande pompe. Cette fois, pas de doute, Michel Admette pouvait remballer sa chanson "moin la pèr mi di aou, moin la pèr mor sou cap la route en cor-

nisse". Erreur ! Les chutes devenaient plus fréquentes et spectaculaires car le nombre de voitures augmentaient. La panique avait conduit certaines personnes à prier tout le long de la traversée.

Lors du transfert des compétences des routes nationales à la Région, Paul Vergès demanda au gouvernement d'imaginer un nouveau tracé, plus sécurisé. L'Etat a préféré s'orienter vers une 3e construction pour relier toujours les 2 points. Une 4 voies, en mer. Mais, le président de la Région rejeta le projet d'Etat, et son financement, pour en faire une autre à lui, plus ambitieuse : 6 voies ! Supportées par les finances réunionnaises !

Mais voilà, il lui fallait des roches, des énormes blocs. Il n'en avait pas. Il ne sait plus quoi faire. Soit, il importe de Madagascar, comme les tomates infestées. Soit, il défonce notre patrimoine géologique. L'opinion s'est emparée du problème et organise une manifestation ce dimanche. Didier Robert pourra-t-il compter sur une contre manifestation que ses amis transporteurs les plus récalcitrants veulent préparer à l'occasion de la visite du Premier ministre ?

Voilà où nous a conduit la décision stupide de supprimer de le train. Il nous reste l'espoir de sauver les intérêts réunionnais, c'est à dire notre patrimoine géologique.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Conférence préparatoire de Bonn

Accord sur le climat crucial pour la santé publique

Cette semaine se tient à Bonn une importante conférence préparatoire. Dans la ville où se situe le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, les négociateurs des pays participants à Paris-2015 continuent à mettre en évidence les points de l'accord qui sera en débat à la fin de l'année. La rencontre de Bonn permet de rappeler l'impact du réchauffement sur la santé.

Le nouvel accord sur le changement climatique universel en cours de négociation doit aussi être un accord de santé publique, et les ministres de la santé ainsi que les praticiens doivent prendre la parole pour que cela soit clair quand les pays façonnent le nouvel accord, auquel ils doivent parvenir à Paris, en décembre.

C'était le message central du panel qui s'est réuni en marge des négociations sur le climat organisées par l'ONU à Bonn, ce mardi.

Le panel a fait une mise à jour sur le travail de l'Organisation Mondiale de la Santé en collaboration avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour créer des profils spécifiques à chaque pays concernant la santé et le changement climatique, soulignant les risques sanitaires associés au changement climatique et les opportunités d'action potentielles pour lutter contre le changement climatique.

Hausse des risques de maladie

Les Ministres de la Santé et le secteur de la santé doivent se faire entendre pour s'assurer que les problèmes de santé soient dûment pris en compte dans les négociations sur le changement climatique, a déclaré Diarmid Campbell-Lendrum, qui dirige l'équipe de l'OMS sur les changements climatiques et la santé. " C'est le rôle de l'OMS, entre autres, de fournir des informations pour aider les pays à y parvenir.

Les profils de pays aideront les ministres de la Santé à faire les liens adéquats avec les changements climatiques.

Les profils de pays sont destinés à

aider les ministres de la santé dans leurs interventions nationales et dans le contexte des négociations sur le changement climatique. L'OMS espère produire de 20 à 30 profils dans les prochains mois, qui s'ajouteraient aux plus de 40 profils déjà produits à ce jour et qui couvrent les pays européens.

Le changement climatique augmente les risques sanitaires découlant des événements météorologiques extrêmes, ainsi que des maladies à transmission vectorielle, et d'origine hydrique et alimentaire, entre autres. Des mesures pour lutter contre le changement climatique, par exemple l'installation de fourneaux à combustion propre dans les maisons, peut sauver des vies en améliorant la qualité de l'air intérieur.

Réduire les hospitalisations

Margaret Chan, Directrice générale de l'OMS a déjà dit très clairement que pour la santé publique, le changement climatique est la question déterminante du XXI^e siècle.

« L'accord sur le changement climatique est un accord de santé publique », a déclaré Isabel Aranda, Chargée de programme au secrétariat de la CCNUCC. L'OMS et la CCNUCC espèrent que les profils de pays seront un outil utile pour parvenir à un accord mondial solide.

Bettina Menne, panéliste et Directeur du programme de l'OMS sur le changement climatique, le développement durable et les services verts de santé (OMS-CEES) dans la région européenne, a souligné la nécessité « d'intégrer les questions de santé dans toutes les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement

climatique, dans les politiques et les stratégies à tous les niveaux et sur tous les terrains », pour citer la Déclaration de Parme de 2010 et l'engagement à agir qu'elle contient.

« Réduire les émissions de gaz à effet de serre peut éviter des files d'attente dès maintenant, réduire les hospitalisations, et économiser beaucoup sur les coûts pour la santé et la société », a déclaré Louise Newport panéliste du ministère de la Santé du Royaume-Uni.

Implication des étudiants

En plus d'être affecté par le changement climatique, le secteur de la santé est également un contributeur important aux émissions, représentant 30 % de toutes les émissions du secteur public au Royaume-Uni, a rapporté le Dr. Newport.

Arthur Mello, représentant de la Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine a appelé à une action plus ambitieuse pour lutter contre le changement climatique et a averti que la santé a été insuffisamment représentée dans les négociations. Il a loué les efforts de l'OMS pour corriger cela et a fait part de la volonté des étudiants en médecine de contribuer à cet effort.

Tribune libre

Le cœur de l'action politique doit évoluer !

Au sein du Parti Communiste Réunionnais, on rappelle régulièrement les grandes luttes et les nombreuses actions menées par les Communistes en faveur du développement de notre île. Mais à l'approche d'une échéance électorale majeure, il devient essentiel de se rappeler que ce n'est que grâce à la mobilisation des Réunionnais : des travailleurs, des planteurs, des ouvriers, des jeunes, les chômeurs, de ceux issus des couches populaires, mais aussi de la classe moyenne et des intellectuels, que nous avons pu porter si loin et si fort nos espérances. Pendant des décennies le peuple est resté mobilisé, à travers le PCR, pour défendre les idéaux qu'étaient l'égalité, puis l'équité, et la justice : « nou lé pas plus nou lé pa moin, repect anou ». Comme bon nombre de Camarades, j'étais jeune à l'époque des grandes mobilisations, tout comme eux, j'étais animé et motivé par une cause qui me paraissait juste : travailler sans relâche pour un avenir meilleur pour nos enfants et pour notre pays. Mon engagement politique, je ne la regrette pas, et c'est dans le respect des idées des uns et des autres que je me suis toujours présenté comme un militant de gauche et que je me suis toujours positionné pour l'indépendance de la Réunion, mais à condition que cette indépendance soit préparée et validée par le peuple réunionnais. C'est ainsi que pendant des décennies, le PCR a su rassembler, autour d'un Paul Vergès charismatique, des femmes et des hommes faisant fi de leur clivage, et le PCR a constitué une force politique, pour ne pas dire la première force politique de l'île jusqu'à récemment.

Que reste-t-il du PCR et de ses idéaux aujourd'hui ? Un constat simple : la situation sociale, économique et environnementale de notre territoire s'est continuellement dégradée, et cela même si depuis le début des années 60, des mesures et de moyens colossaux, qui se voulaient structurellement bénéfiques pour la société réunionnaise post-coloniale, ont été mises en œuvre. Si les analyses actuellement portées par la direction du PCR restent toujours d'actualité (les 25 proposi-

tions du PCR pour une nouvelle politique à la Réunion ne le démentent pas), il nous faut reconnaître que la grande majorité des dirigeants du Parti se sont peu à peu coupés de la réalité du terrain. Du moins il s'agit là d'un sentiment régulièrement avancé par une partie de la population réunionnaise et un sentiment partagé par de nombreux camarades. Cela est vrai pour le PCR, mais cela l'est aussi pour tous les Partis politiques traditionnels locaux. Cette perception de la population explique en partie les tentatives d'émancipation de certains en quête de stratégie personnelle ou les nombreux changements de nom de Parti en espérant que le peuple puisse oublier leur insuffisance.

En mon sens, si le PCR se retrouve aujourd'hui en déphasage avec les attentes des femmes et des hommes de notre pays, ce n'est pas à cause de l'âge de son leader historique. La longévité politique et la capacité de Paul Vergès à porter des analyses aussi justes et à se faire écouter constituent un plus indéniable pour porter plus haut la voix de la Réunion. Ce qui pose problème, c'est davantage ce sentiment négatif général de la population envers celles et ceux qui sont chargés de les représenter : pour bon nombre de nos compatriotes, les élus sont en déphasage avec les problématiques qui les touchent au quotidien. En ce qui concerne le PCR, il me paraît donc essentiel de tenir compte de ce fait : les dirigeants doivent retourner sur le terrain auprès des masses, les comprendre pour pouvoir apporter des solutions qui répondent concrètement à leurs attentes. Le PCR s'est toujours défendu d'être une force politique ancrée dans la population réunionnaise et travaillant pour elle. Les batailles intempestives entre personnes, les coups bas et les stratégies personnelles doivent donc cesser sinon le PCR risque de disparaître à terme.

Or, nous sommes à un moment de l'histoire de notre pays, où les réponses concrètes à apporter sont difficiles faute d'analyses approfondies. Les 25 propositions ont constitué une première étape, mais il nous faut sortir du cadre : ne plus être



Daniel Saingainy.

des politiciens-gestionnaires mais des politiciens capables de porter des projets de vie et des projets de développement économique réalistes et réalisables pour notre île. Les dirigeants et les militants doivent retrouver un état d'esprit combatif et être capable de se rassembler comme cela a été le cas par le passé. Tout projet communiste doit être fondé sur une analyse de terrain et les mesures doivent correspondre aux attentes du peuple pour s'assurer d'une adhésion la plus large possible. Plus que jamais, le PCR doit le plus rapidement être en mesure de promouvoir un partage équitable des richesses entre les différentes couches de la population réunionnaise. Au-delà d'un programme politique et d'une liste de mesure à réciter, il s'agit de défendre auprès de la population un choix de société, avec une stratégie de développement capable d'assurer la cohésion sociale et de diminuer les formes d'injustice qui rongent notre société et les structures familiales et morales, piliers de la Réunion que nous avons connue et tant aimée.

Daniel Tevanin Singainy

Inventée à Madagascar sous la direction du père jésuite Henri de Laulanié

Le SRI : une technique rizicole révolutionnaire

J'ai déjà évoqué, dans un article publié la semaine dernière dans Témoignages de cette invention géniale réalisée à Madagascar par des étudiants et des paysans malgaches sous la direction du père jésuite Henri de Laulanié. La semaine dernière il s'agissait de décrire comment des terres salées avaient été récupérées au Sénégal et comment la technique du riz SRI y avait grandement contribué. J'évoque à nouveau cette question pour que nos lecteurs, pour ceux qui ne l'auraient pas encore fait, extirpent de leur esprit cette idée d'un peuple malgache arriéré et incapable de se sauver lui-même. Car, si le monde arrive un jour à vaincre la famine, malgré les dérèglements climatiques, je pense qu'il le devra à cette géniale invention faite à Madagascar, dans la région d'Antsirabé.

Depuis son arrivée à Madagascar au début des années 1960, le père Henri de Laulanié a travaillé étroitement avec les paysans malgaches, des stagiaires et des étudiants. Il leur a d'abord enseigné la pratique du système de riziculture améliorée ou SRA. Cette méthode a été vulgarisée dans les années 1960. Elle consiste à mettre en terre des plants de riz âgés de 30 jours et d'assurer jusqu'à la moisson une rentrée d'eau suffisante. Mais le rendement moyen était de 2t/ha. C'est à partir de cette pratique qu'un nouveau système à plus haut rendement a été découvert.

Du SRA (système de riziculture améliorée) au SRI (système de riziculture intensive)

Cette technique va révolutionner le monde de la riziculture dans le monde entier. Elle prendra plus tard le nom de SRI, abréviation de Système de riziculture intensive. Les pays du Sud - Est asiatique et d'Afrique l'adoptent, ainsi que Cuba. Leur production augmente considérablement. A Madagascar, le nouveau système a du mal à s'imposer. Il faut l'obstination des membres de l'ATS, héritiers de l'œuvre du Père défunt pour que les premiers résultats apparaissent. Aujourd'hui, la production des adeptes du système atteint jusque dans les 20t/ha. Un exploit quand on sait que la

moyenne nationale de production rizicole ne dépasse pas le 2,5t/ha.

Une découverte due en partie au hasard

En 1983, la sécheresse menace le pays. Le père de Laulanié conseille alors à ses étudiants du centre de formation d'Antsirabé de repiquer des plants de riz âgés seulement de 15 jours (au lieu des 30 jours pour le sra), croyant que lorsque la pluie viendrait, les plants auraient atteint la maturité voulue. Personne n'a cru à la réussite. Les résultats sont inattendus. Chaque plant mis en terre donne 20 à 30 épis alors qu'avec le système habituel, on n'obtient que 10 épis seulement. Cette découverte, accidentelle n'est pas immédiatement reconnue. Loin de s'en formaliser, le Père et ses disciples poursuivent leurs travaux et mettent en terre des plants encore plus jeunes : âgés de 12, de 10, voire de 8 jours. Ceux qui adoptent la méthode voient leur production doubler pour le moins.

Le SRI d'abord conçu comme une philosophie

Le riz est une plante qui doit être respectée et entretenue comme un être vivant ayant une forte potentialité. Cette dernière ne se réalisera que si on fournit aux plants de les meilleures conditions pour leur croissance. Si on les aide ainsi à

bien pousser avec des moyens nouveaux et meilleurs, ils vous récompenseront pour les efforts produits et le temps passé à les soigner.

Les plants ne sont pas des petites machines : on ne doit ni les forcer, ni les manipuler ni les manipuler ni faire d'autres gestes qui ne seraient pas naturels pour eux. Certains gestes qui ont été faits jusqu'ici depuis des centaines d'années par des paysans à Madagascar et d'autres pays du monde pour planter le riz ont malheureusement réduit la potentialité naturelle du riz. Ce nouveau système d'intensification du riz change la pratique traditionnelle de la riziculture en rendant au riz ses potentialités.

Quelques éléments de ce choix philosophique

La règle générale fondamentale repose sur le principe de l'agriculture biologique avec fertilisation au compost et au fumier donc pas d'insecticides ni d'engrais chimiques.

Les semences sont préparées avec l'élimination des graines qui remontent à la surface d'un bain d'eau tiède où elles restent une journée et maintien des semences pendant trois jours dans un environnement tiède et humide (au soleil dans un torchon mouillé à plusieurs reprises).

La pépinière se situe à proximité du champ : les graines sont semées sur un sol léger (terre+sable) avec une couverture de sable d'1cm environ.



Rizière à Madagascar.

La pépinière est paillée pour éviter que les oiseaux ne viennent fouiller pour dérober les graines. La paille sert à garder le sol humide ainsi qu'à protéger le semis contre les pluies violentes. La paille est retirée lorsque les pousses sortent de terre (au bout de quatre jours). Après 4 jours encore environ les plants à deux feuilles sont bons pour le repiquage (elles mesurent alors à peu près 12 cm).

Le repiquage se fait en ligne à raison d'un plant tous les 30 à 35 centimètres : on utilise beaucoup ce moins de semences comme on l'a vu ci-dessus (750gr pour 4 ares contre 4 kilos en culture traditionnelle). Le repiquage se fait dans une boue onctueuse ni trop fluide ni trop compacte. Les espacements de lignes sont suffisants pour laisser passer une houe. Pour protéger les plants contre les rats l'agriculteur prépare une poudre de noyau d'avocat mélangée à de la nourriture appréciée par les rongeurs, très efficace contre eux..

Le résultat lorsque la méthode est bien mise en application est le suivant : autour de douze à vingt tonnes à l'hectare contre 2 à 2,5 tonnes en moyenne pour la mé-

thode traditionnelle. Une graine de semence donne 15.000 grains de paddy, soit 4,5 kilogrammes de riz sur 4 m².

Le changement nécessaire des mentalités

Malgré les résultats bien meilleurs avec la technique SRI qu'avec la méthode traditionnelle les paysans ont rechigné à adopter la nouvelle méthode : on lui faisait le reproche d'une activité plus importante et plus cadrée, ainsi pour la pré-germination, l'ensemencement (directement dans l'eau avec la méthode traditionnelle), la gestion de l'eau, la protection contre les rongeurs... Pour diffuser la méthode du SRI, l'association Tefy Saina décide de créer des villages-écoles pilotes dans diverses régions de Madagascar. Il s'agit d'y mettre en œuvre tous les projets de développement initiés par l'association.

Pour stimuler les producteurs ceux-ci sont primés par le Ministère de l'Agriculture. Leurs exploits sont

rapportés en Chine lors des conférences internationale et sont publiés dans le monde entier grâce aux informations transmises par Tefy Saina et CIIFAD (Cornell University).

NB On notera que pour les inventeurs malgaches considèrent le SRI comme patrimoine mondial et se prêtent de bon gré à des formations dans les autres pays du monde ce qui est évidemment opposé au système des brevets et dénotent de leur générosité.

Oté

Antansyon invèrs lo dé lèt !

Mwin lé pa konm désértin mi vé pa rod lo pou dan la tèt domoun na pwin shové mé di a mwin, so gouvèrman la, li lé a gosh, li lé inn ti pé a gosh, li lé in bon pé a gosh ousinonsa li lé pa ditou a gosh ? Sanm pou mwin konm mi antann, konm mi konpran li la finn vir kazak, la finn dévir palto. Poitan an 2012 nou la vot pou la gosh, an souvyin a zot bann zoli kozman lo prézidan si la finans, si lorop, lorop va antann a nou, zot va war sak zot va war, pi ryin sar konm avan.

Dopi, inn ti briz ni antan pi dann pié bwa, inn ti souf lo van na pi, konm si na pi ryin pou nou. A koz nou lé finn randi konm sa zordi ? I prétan sak nou té i pran pou la gosh yèr lé an mièt zordi.⁴⁶ pour san fransé i dékouvé ké lo parti sosialis lé pa asé a gosh, lo pli pir sé ké bann sosialis zot minm zot i rokoné pi zot parti. Anndan la néna sak i di i fo kontinié konm sa é dot i di i fo fé lo shanjman é dot ankor lé rézigné i di pou 2017 fo fé in krwa dosi.

Pou ésplik zot rotourman palto, zot i di konm sa i fo èt modèrn, i fo mèt a nou o norm fransèz (N.F). Konm sa minm mi koné in boug i fé, li fé byin dayèr. Pou zéléksyon minisipal li la prézant a li sou létikèt la gosh, pou zéléksyon départmantal li té èk l'UMP é pou zéléksyon rézyonal i prétan li sar èk objéktif rènyon. Ala in boug i koné byin adap a li konm bann sosialis. Ala in boug lé dan la norm N.F. Solman o final, aforss aforss, antansyon invèrs lo dé lèt.

Justin